

Copie anonyme - n°anonymat :

Code épreuve :	Nombre de pages :	Session : 2024
Épreuve de : HGG Grenoble		
Consignes	<ul style="list-style-type: none">Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composerRédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noirNe rien écrire dans les marges (gauche et droite)Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre	

Sujet: Quelle place pour l'Union Européenne dans l'espace méditerranéen?

Alors que depuis la crise économique de 2008, l'Union Européenne (UE) semble avoir quelque peu délaissé l'Union pour la Méditerranée (UpM), Joseph Borrell annonçait en 2021 un plan de relance de l'UpM afin de faire face aux polycrises touchant l'UE. Cette enveloppe de 20 milliards d'euros prévue pour la période 2021 - 2027 permet de financer des projets de développement, d'infrastructures et de coopération économique ~~avec les~~ entre les 27 de l'UE et les autres pays méditerranéens. On comprend alors que l'UE, "cette alliance librement consentie d'Etats voisins de régimes démocratiques partageant un socle commun de valeurs et ayant délégué une partie de leur souveraineté nationale pour défendre en commun des valeurs communes" (Michel Fouiller, Regards sur l'Europe, 2019), considère la Méditerranée comme un espace hautement stratégique. Avec le regain des multiples crises (migratoires, géopolitiques, économiques), l'UE semble alors s'être recentrée ~~sur l'~~ vers la Mer Méditerranée et réaffirme vivement son rôle de médiateur afin de faire valoir ses intérêts commerciaux et politiques. Mais, l'émergence de puissances parfois destabilisatrices dans la zone comme la Chine, la Russie ou la Turquie, via une présence économique et militaire accrue dans les "nœuds géostratégiques" (Thomas Gomart, L'accélération de l'histoire, 2024), questionne le leadership européen. Les crises internes touchant l'Europe, ainsi que l'essor de l'Indopacifique dans les échanges mondiaux n'ont-ils pas poussé l'UE à délaisser la zone méditerranéenne, ouvrant ainsi la porte à de nouveaux acteurs ? Si la Méditerranée est, depuis l'Antiquité, l'espace commercial principal pour les échanges marchands

européens, le processus de mondialisation semble avoir redistribué les cartes du jeu depuis les années 1980-1990, faisant de la Méditerranée un espace mineur dans les échanges commerciaux de l'UE. Néanmoins, le regain des crises dans les points de passages stratégiques méditerranéens, de Gibraltar jusqu'au Bosphore en passant par Suez pousse l'Europe à réaffirmer son rôle de médiateur régional.

Ainsi, il convient de se demander comment, au vu du caractère crise-gène de la zone, l'UE parvient à s'imposer pour stabiliser l'espace méditerranéen.

Si l'UE dispose depuis l'Antiquité d'un rôle important dans le commerce et la géopolitique méditerranéens (I), les tensions internes ainsi que la mondialisation ont mené à un certain déclin de sa puissance méditerranéenne et ce, au profit de nouveaux acteurs (II), mais le regain des polycrises renforce l'intégration européenne et surtout la coopération avec ses voisins (III).

*

*

*

En tant que grande puissance de la région, l'UE des 27 conserve une place prépondérante sur tous les aspects de la puissance en Méditerranée. Son rayonnement économique sur la zone (A) lui permet de gérer les diverses crises migratoires (B) grâce à une puissance et un déploiement militaire important (C).

La zone méditerranéenne est depuis l'Antiquité et l'essor du commerce grec-romain, une zone d'échanges primordiale. Point de passage majeur des routes internationales de commerce, la Méditerranée est la mer qui a mené à la grandeur de l'Europe jusqu'au XX^e siècle. Ses eaux tranquilles ainsi que les points de passage aménagés (détrroit de Gibraltar, Canal de Suez) lui offrent à l'Europe un lien direct entre avec l'Afrique et l'Asie. Si aujourd'hui l'UE semble commercer le plus avec des puissances asiatiques ou européennes (document 1), les partenaires et que les partenaires méditerranéens semblent minoritaires, c'est par la Méditerranée que transite encore l'essentiel des biens marchands. En effet, le Canal de Suez reste la porte d'entrée vers le marché

indépendante et asiatique. En 2020, c'est pour ce sont plus de 586 milliards d'euros d'échanges commerciaux entre la Chine et l'UE qui ont emprunté les voies maritimes de la Méditerranée. Les membres de l'Union ont alors une place prépondérante dans le commerce méditerranéen, grâce à leurs ports notamment. Que ce soit Gênes, Marseille, Naples ou Le Pirée, les ports européens investissent de plus en plus dans pour améliorer leur connectivité et s'intégrer au commerce mondial. Mais, la place de la Méditerranée dans les échanges de l'UE est parfois si importante que cela lui est néfaste. Par exemple, en janvier 2021 avec les tensions en Mer Rouge et les attaques Houthis, le trafic maritime du port de Trieste en Italie a diminué de plus de 40% par rapport à janvier 2023.

L'UE garde également un rôle majeur dans la gestion des crises migratoires qui touchent l'espace méditerranéen. La Méditerranée étant une des interfaces migratoires majeures entre le Sud et le Nord, elle fait face depuis toujours, mais surtout depuis les printemps arabes de 2011, à de nombreuses vagues migratoires. Venus de Libye, de Turquie ou d'Algérie (des pays de transit migratoire), les réfugiés politiques, économiques ou même climatiques tentent de rejoindre l'Europe (document 3). Les zones d'arrivée principales étant l'Italie (en Sicile et à Lampedusa), l'Espagne, le sud de la France et la Crète, les pays du sud de l'UE sont les plus impliqués dans la lutte contre l'immigration clandestine. La mise en place du dispositif Frontex - et l'action d'ONG d'origine européenne permettent une gestion coordonnée et équitable de la crise migratoire. C'est donc la réussite du processus de intégration européenne qui garantit une place majeure dans cette lutte. C'est également grâce à son influence et sa diplomatie bienveillante que l'UE domine la lutte contre l'immigration clandestine. En effet en attribuant plus du tiers de son aide pour le développement (APD) au Maroc et à l'Afrique Subsaharienne elle tente de limiter les départs vers l'Europe en misant sur le développement de ces pays.

Alors, de quel hard power dispose l'UE pour faire face aux crises en Méditerranée ? Elle est passée du rôle de "médiateur" à "gladiateur" selon comme le dit Bertrand Badie. Si les flottes militaires des pays européens qui mouillent en Méditerranée servent principalement à surveiller les ZEE et à décourager les potentiels passeurs, l'UE est également intervenue militairement en Méditerranée. En 2019, lors du conflit entre

Grèce et Turquie pour la délimitation de la ZEE autour de Chypre et autres îles, l'UE envoie des centaines de soldats dans une opération conjointe. Encore aujourd'hui avec la crise en Terre Rouge, l'UE envoie des flottes militaires coordonnées par l'Italie et la France afin de protéger les bâtimens commerciaux européens. Mais la puissance militaire européenne transite surtout via son adhésion à l'OTAN (document 3). Ainsi, sachant également que les principales bases militaires en Méditerranée sont britanniques ou américaines, l'UE reste une puissance militaire grâce à travers l'alliance transatlantique. Les dépendances au matériel américain font alors de l'Europe une puissance dont la place en Méditerranée est subordonnée à celle des Etats-Unis.

Mais, le retour de la guerre sur le sol européen en 2022 a grandement modifié l'intérêt de que porte l'UE à la Méditerranée et à ses voisins du Sud, expliquant ainsi ~~le déclin de son influence dans la zone~~.

* * *

Les déséquilibres de l'Union Européenne expliquent en partie le seuil de sa puissance dans l'espace Méditerranéen^(A), menant ainsi à l'arrivée de nouveaux acteurs exerçant une influence économique (B) et militaire dans la zone (C).

La crise de 2008 a poussé l'UE à se concentrer sur elle-même, sur ses échanges intrazones ou ses échanges avec la Chine. Par manque de moyens et - à cause d'autres priorités, l'Union pour la Méditerranée et les programmes MEDA I et MEDA II de 1996 et 2004 sombrent peu à peu dans l'oubli. (document 5). Edgar Morin disait d'ailleurs à cette période que "la Méditerranée problématisait l'Europe" et incitait alors les 28 membres de l'époque à se désolidariser des problématiques méditerranéennes pour se renouveler. La décolonisation ainsi que l'insertion à la mondialisation incitent également les pays européens à investir, acheter et vendre à des acteurs économiques majeurs tels que les Etats-Unis ou la Chine. Délaissant ainsi des pays aux prises avec des troubles économiques et politiques majeurs comme le contre-coup des printemps arabes au Maghreb ou les tensions liées aux conflits avec Israël dans le Levant. On observe alors un déclin relativement notable de l'UE dans les échanges méditerranéens, ainsi qu'une montée en puissance des acteurs locaux. En effet, entre 2020 et 2021, les ports Africains de Port-Saïd (Egypte) et de Tanger-Med (Maroc)

Copie anonyme - n°anonymat :

Emplacement QR Code	Code épreuve :	Nombre de pages : 8	Session : 2024
	Épreuve de : HGG Grenoble		
Consignes	<ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

sont entrés dans les 30 premiers ports mondiaux, alors que Marseille se cantonne à la 55^e place.

Cet essor monumental des ports des pays méditerranéens non-européens est dû en partie à l'arrivée de la Chine comme principal investisseur de la région. Le projet de routes de la Soie lancé dès 2013 (BRI) fait alors concurrence aux projets MEDA de connectivité et d'échanges économiques. En prenant d'assaut les ports méditerranéens de Tanger-Ted, El-Hamdania, Port-Saïd et Le Pirée, la Chine s'assure une place majeure dans les échanges commerciaux mais également un contrôle des zones d'extraction gazieres en Méditerranée orientale (document 3). Alors le déclin de l'UE dans les échanges économiques globaux va de pair avec une perte d'influence économique dans la zone au profit des émergents.

Si les pays de l'UE ont pu en partie se passer de leur présence en Méditerranée grâce ~~des~~ liens étroits entretenus avec à leur façade sur l'Atlantique, la Baltique ou la Mer du Nord, les pays enclavés de l'Europe de l'Est comptent essentiellement sur la Mer Noire et la Mer Méditerranée. C'est le cas de la Russie et de la Turquie, qui, depuis 2014 entendent revendiquer avec brio leur supéiorité sur ces deux mers. La Turquie tout d'abord, a amorcé un virage pour s'éloigner de l'Europe en 2016, après la tentative de coup d'Etat contre Erdogan. Pour réaffirmer son rôle de leader, ce dernier s'élance dans une politique que l'on peut qualifier de néo-ottomane avec sa diplomatie dite de la "Patrie Bleue". En effet, la Turquie réaffirme ~~sa~~ sa possession du déroit du Bosphore et des Dardanelles, renforce les partenariats économiques et s'élance dans une stratégie agressive contre la Grèce. Elle devient ainsi une "puissance bleue" dont ~~la~~ l'influence militaire en Méditerranée est incontestable.

En ce qui concerne la Russie, les agressions contre la Crimée et le Donbass en 2014 et 2022 expliquent sa volonté de dominer la Mer Noire pour l'acheminement de son blé et de ses hydrocarbures. 30) du trafic maritime russe emprunte alors la Mer Noire et le détroit du Bosphore, qualifié de "noeud géostratégique" d'importance majeure par Thomas Cromer dans L'accélération de l'histoire (2024) (document 6). Ainsi, face au déclin et au repli de l'UE en Méditerranée, la Russie s'impose comme nouvelles puissances médiatrices de la zone avec notamment des interventions militaires via leurs sociétés militaires privées (SMR) - En effet, la SADAT (Turquie) et Wagner (Russie) ont grandement contribué au conflit syrien de 2014 à 2017. Ces deux pays sont également d'ailleurs les deux protagonistes de la signature des accords d'Astana en 2017, qualifiés par Dulos d'un "partage de la zone d'influence entre 3 acteurs majeurs" (Russie, Turquie et Iran), (document 3)

Dès lors, les puissances étrangères semblent avoir pris la place d'une UE déclinante, déstabilisée par ses crises internes - Mais, l'UE dépend ces récentes crises ayant touché l'espace méditerranéen renforcent l'approfondissement européen et permettent à l'UE de se réaffirmer en tant qu'acteur majeur dans la zone.

* * *

L'UE se façonne et se renforce dans les crises, donc le regroupement des polarisées permet à l'UE de renforcer sa place en Méditerranée (A), et ce, grâce à de nombreux accords de coopération internes et externes (B), portant cependant leur lot de limites (C).

Le caractère crisogène de la zone méditerranéenne semblerait être un repoussoir aux activités européennes dans la zone mais est en réalité un facteur de coopération et d'unité. En effet, pour Sylvain Kahn dans l'Europe face à l'Ukraine (2024), les récentes crises du Brexit, du Covid et de la guerre en Ukraine ont renforcé l'UE plus qu'elles ne l'ont déstabilisée. Le Brexit a renforcé le sentiment d'appartenance européen,

la crise Covid a permis d'augmenter le budget de chaque pays consacré à l'UE à 2%. et la guerre en Ukraine a relancé les projets de défense européenne. Mais le plus flagrant reste visible à travers la gestion de la crise migratoire, qui a nécessité une coordination sans pareille de la part des membres. Premièrement, une coopération étroite entre les membres, en 2015 lorsqu'Angela Merkel propose de dispatcher les réfugiés syriens entre tous les pays européens par exemple. De plus récemment, avec la mise en place de centre d'accueil et de filtrage des réfugiés sur le sol albanais mais sous juridiction italienne.

N'est-ce pas là le signe d'une Europe qui réagit par l'approfondissement face aux polarisations. De même, alors que l'UPR semblait à l'abandon depuis 2008 - 2010, Joseph Borrell relance plus de 60 projets conjoints de développement, d'infrastructures, de lutte anti-terroriste et anti-corruption ainsi que d'une de d'initiatives pour l'écologie dans le plan de relance de l'UPR pour 2021 - 2027 (document 5).

Mais, c'est aussi via la coopération avec les pays méditerranéens eux-mêmes que l'UE fait face aux défis les communs et réaffirme sa place dans la zone. Les sous-régions maritimes et les stratégies de bassin maritime (SBM) lancées par la Commission européenne en 2021 sont bien l'exemple d'une coopération étroite entre acteurs concernés sur des sujets chauds menaçant l'intégrité, la souveraineté ou la réussite économique d'un des acteurs - (document 4). Par exemple le projet de SBM méditerranéen entre l'Europe du Sud-Ouest et le Maghreb s'inscrit dans la continuité d'accords bilatéraux commerciaux bilatéraux entre l'UE et les pays d'Afrique du Nord. Afin de s'améliorer un approvisionnement en hydrocarbures suffisant ainsi que de faire bénéficier ces pays des ingénieries et technologies européennes, les accords bilatéraux signés entre 1998 et 2005 avec Tunisie, Maroc, Egypte et Algérie témoignent de la poursuite des projets d'union méditerranéenne. A l'exception de l'Algérie, ces accords rencontrent un franc succès et ont permis de doubler les échanges entre l'UE et le pays concerné en moins de 10 ans. Pour le Maroc par exemple, dont une grande partie du matériel utilisé par Peugeot et Renault est fabriqué, la somme des échanges passe de avec l'UE passe de 100 milliards d'euros en 2000 à la signature de l'accord à 250 milliards en 2014 (document 2). Par ailleurs, cette coopération étroite avec les pays méditerranéens a été extrêmement efficace dans la lutte contre l'immigration

clandestine - Plus que de simplement et de réprimander les pays de départ de migrants irréguliers, l'UE signe des accords de coopération afin de soulager les pays de départ et de transit. Tel est le cas des opérations lancées en 2021 et 2022 entre la Commission européenne et le Sénégal ou le Maroc par exemple (document 7). Sans faire preuve d'ingérence, l'UE s'impose aussi face à la crise migratoire en renforçant l'APP dans ces pays ou en favorisant le retour au pays et la réintégration dans la société des réfugiés clandestins.

Cependant, cette volonté de proposer des accords de la sorte avec des pays méditerranéens leur est-elle réellement favorable ? L'UE ne joue-t-elle pas à excès de sa place de dominant dans l'espace méditerranéen ? En effet, au vu de sa puissance économique et militaire, les pays du Maghreb sont parfois quelque peu obligés d'accepter ces accords sans dire mot. Mais, en reprenant l'exemple de la gestion des crises migratoires, l'UE a été aujourd'hui accusée de délocaliser la lutte contre l'immigration clandestine en subventionnant les pays de transit en échange d'un gestion arrêt assez ferme des flux illégaux. C'est ce qui se passe depuis 2017 entre le Maroc et l'Espagne, cette dernière accorde chaque année une généreuse enveloppe au Maroc pour ne pas recevoir trop de migrants irréguliers et laisse le Maroc se charger de leur intégration à la société. En échange, l'Espagne n'a seulement qu'à reconnaître la marocanité du Sahara occidental, conflit politique majeur de l'Afrique du Nord-Ouest. Ainsi, sa place de leader économique, politique et diplomatique qu'occupe l'UE en Méditerranée lui permet de marchander avec ses voisins la gestion de flux illicites sans avoir à s'en charger elle-même.

*

*

Dès lors, si la place qu'occupe la Méditerranée dans les échanges commerciaux est plus négligeable qu'il y a 6 siècles, l'UE semble s'être détournée des problématiques méditerranéennes. Ce qui offre aux puissances régionales émergentes une opportunité en or pour faire valoir leurs intérêts nationaux et développer leur présence économique et politique. Mais, il serait excentré de prétendre que l'UE a perdu sa place de puissance médiatrice et puissance commerciale au vu de l'impact qu'ont les crises méditerranéennes sur sa politique intérieure. De même, sa capacité à renforcer la coopération régionale méditerranéenne face à ces crises en dit long quant au caractère unificateur et fédérateur de l'UE sur les zones méditerranéennes.